



ACTION HUMANITAIRE

Haïti a fait des progrès remarquables pour se relever des multiples chocs qui l'ont affectée : 89% des populations déplacées après le tremblement de terre de 2010 ont quitté les camps ; le nombre de cas de choléra a diminué de 50% entre 2012 et 2013 et les personnes en situation d'insécurité alimentaire sont passées de 1,5 million au début de l'année à 600 000 au mois d'octobre. D'autre part, les capacités nationales en matière de préparation et de réponse aux urgences ont été renforcées. Tous ces progrès ont été le résultat d'un effort concerté entre les acteurs nationaux et internationaux.

FAITS ET CHIFFRES

PREPARATION ET REPONSE

En 2013, 1 plan de contingence au niveau national et 10 au niveau départemental ont été développés pour la saison cyclonique par la Direction de la protection civile (DPC).

1 exercice national de simulation a été organisé par la DPC, avec la participation des partenaires internationaux concernés. 3 exercices dans les départements des Nippes, du Sud et du Sud-est. 9 nouveaux Centres d'opérations d'urgence départementaux (COUD) établis.

Des activités de préparation ont été organisées dans 223 camps avec des points focaux pré-identifiés aptes à fournir une préparation et une réponse minimale.

En préparation au passage de la tempête tropicale Chantal en juillet 2013, 154 camps ont été touchés par des messages de sensibilisation de dernière minute à destination de 40 000 familles.

En 2013, la DPC a continué à voir ses capacités renforcées dans le domaine de la protection, la protection des enfants et la violence basée sur le genre dans le cadre de la planification et des activités de préparation et de réponse à l'urgence.

En août 2013, le point focal national de la DPC pour la

protection a participé à la préparation et la conduite de l'exercice national de simulation. Pour la première fois, des problèmes de protection ont été rapportés du terrain et ont obtenu une réponse au niveau national.

Des stocks de contingence en articles non alimentaires (NFI) sont pré-positionnés dans plus de 20 communes (sur 140) à travers le pays pour couvrir les besoins de 50 000 familles en cas d'urgence.

INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION SEVERE AIGUE

La situation en 2013 s'est significativement améliorée. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère est tombé à 600 000 et l'insécurité alimentaire touche 3 millions de personnes contre 6,7 millions en 2012.

Une réponse bien coordonnée à l'insécurité alimentaire par le gouvernement d'Haïti et la communauté internationale est l'un des facteurs pouvant expliquer cette tendance positive en plus d'une bonne récolte au printemps 2013, d'une baisse de l'Index des prix à la consommation des produits locaux et d'une augmentation de 11% des transferts d'argent depuis l'étranger.

439 travailleurs de la santé ont été formés dans la gestion de la Malnutrition Sévère Aiguë.

DÉFIS ET PERSPECTIVES

Des besoins critiques et des vulnérabilités aiguës demeurent à travers le pays, nécessitant des interventions aptes à sauver des vies. Environ 145 000 personnes étaient encore dans les camps à la fin de 2013. Malgré une baisse significative du nombre de décès liés au choléra, Haïti héberge toujours la moitié des cas suspects de choléra. Même si des améliorations sont à noter dans la situation de la sécurité alimentaire, la prévalence de la Malnutrition Générale Aiguë (GAM) parmi les enfants de moins de 5 ans a augmenté de 5,1% (EMMUS) en 2012 à 6,5% en 2013. 100 000 enfants de moins de 5 ans sont affectés par la GAM, parmi lesquels 20 000 souffrent de Malnutrition Sévère Aiguë (SAM).

La baisse des financements humanitaires menace les importantes avancées réalisées à date. En 2013, moins de 50% des besoins humanitaires critiques identifiés ont été financés. La baisse du financement a aussi poussé les acteurs humanitaires enregistrés auprès du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à se retirer graduellement. Leur nombre a continué de diminuer, passant de 515 en 2010 à 177 en 2013. Dans certains secteurs, le vide laissé par ces départs est particulièrement

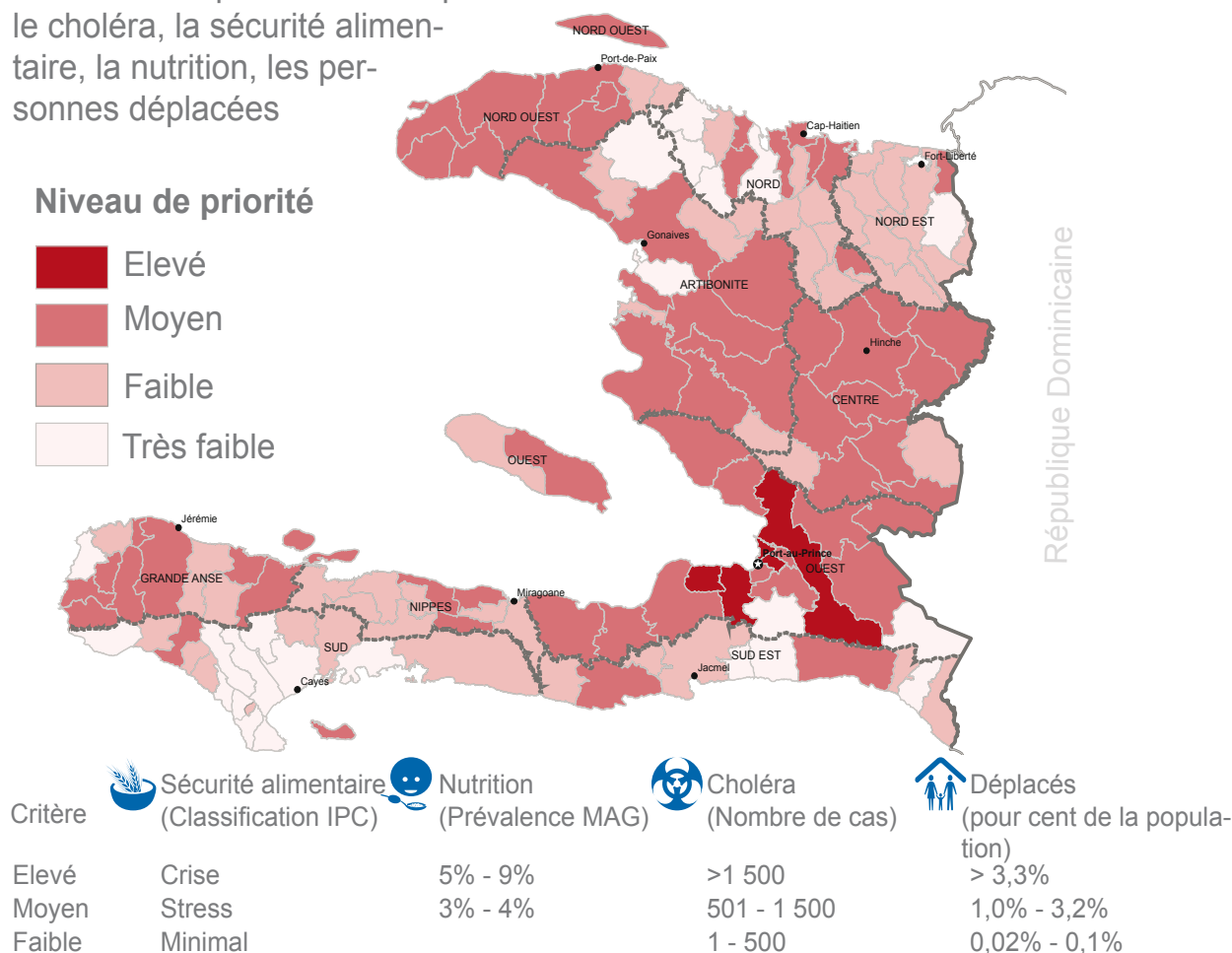
ressenti en matières de ressources humaines et financières nécessaires pour assurer les services de base.

Le Plan d'action humanitaire pour Haïti (HAP) 2014, qui nécessite 168 millions de dollars US, vise à assurer que les besoins humanitaires critiques des populations déplacées, des personnes affectées par le choléra et par l'insécurité alimentaire et la malnutrition sont couverts. Il vise aussi à renforcer les capacités nationales de coordination et de réponse aux besoins actuels et futurs en cas de crise. La moitié des besoins en financements concerne la fourniture de services de base dans 100% des camps de déplacés restants. 40 millions de plus sont destinés à couvrir les besoins en santé et en eau et assainissement relatifs à l'épidémie de choléra.

A mesure que le financement de l'aide humanitaire diminue, la communauté humanitaire reconnaît l'importance d'impliquer les acteurs du développement à plus long terme pour assurer que les besoins humanitaires essentiels soient couverts alors que des actions sont entreprises pour répondre aux défis structurels.

ZONES PRIORITAIRES HUMANITAIRES EN HAÏTI

Basé sur les quatre secteurs prioritaires: le choléra, la sécurité alimentaire, la nutrition, les personnes déplacées



Sources: CCCM, CNSA, OPS, MSPP, UNICEF (05 novembre 2013)

(1) Source: Cluster CCCM & Shelter.

(2) Voir fiche sur le choléra.